



Cuba No: la parole aux oubliés

de Ludo Mendès

Éditions Ring, 2013, 350 p., 18 €

par *Florence Grandseigne*



L'INTÉRÊT DE CE NOUVEL OUVRAGE sur Cuba vient de ce que l'auteur, Ludo Mendès, correspondant secret de médias francophones, a vécu dans l'île « socialiste » de nombreuses années, directement immergé au cœur de la réalité cubaine.

Son livre ne se veut pas une analyse savante, mais une chronique de la vie quotidienne des Cubains, en particulier depuis la venue au pouvoir de Raul Castro en 2008. Comment le passage du « fidélisme » au « raulisme » – si tant est qu'on puisse vraiment distinguer les deux – s'est-il traduit pour les Cubains ?

Il y a les discours et il y a la réalité. Raul, élu en 2008, réélu en février 2013, a voulu quelques changements. Il a promis, « main révolutionnaire sur le cœur, qu'il ne sera pas le fossoyeur du communisme ». Donc pas question de parler de retour au capitalisme, – Ludo

Mendès, qui semble quelque peu nostalgique de l'époque Fidel, est sceptique – mais néanmoins quelques règles non négligeables ont été changées.

De nouvelles mesures économiques ont été prises. Ainsi, à la fin de l'année 2010, Raul Castro a annoncé que, l'État n'ayant plus les moyens de subventionner tous les emplois, un million de salariés du secteur public – soit 20 % des actifs qui sont à 80 % des salariés de l'État – seront progressivement licenciés. Par ailleurs, les Cubains furent incités à créer leur propre entreprise, cette mesure concernant 178 professions.

Puis en 2011, la propriété privée a été réintroduite: les Cubains pourront désormais emprunter aux banques, acheter ou vendre une voiture, et même une maison.

Tout cela, c'est la théorie. Mais qu'en est-il concrètement? L'intérêt de l'ouvrage est de montrer comment ces mesures sont appliquées. Par une série d'anecdotes très significatives, Ludo Mendès nous fait partager la vie quotidienne des Cubains. Elle est bien difficile, car l'introduction d'un peu de capitalisme sur une structure communiste a provoqué des résultats plus que mitigés. Un peu de capitalisme, mais dans un pays qui n'a ni les infrastructures, ni le système législatif et fiscal, ni les mentalités nécessaires: «les notions de productivité, de marketing ou de publicité y sont, aujourd'hui encore, totalement inconnues». De plus, le pays fonctionne avec deux monnaies, ce qui complique encore les choses: le peso convertible ou le CUC et le peso cubano, le CUP. La majorité des Cubains sont payés en CUP, mais l'achat de produits de valeur se fait en CUC. Malgré les réformes bancaires, le crédit à la consommation n'existe toujours pas.

Selon l'auteur, une classe de «capitalistes rouges» aurait néanmoins émergé du fait des nouvelles mesures. Capitalistes? Le terme semble bien excessif pour désigner un petit coiffeur ou un vendeur de glaces dans la rue. Et peut-on vraiment parler de classe? Difficile de savoir combien il y a de *cuentapropistas* (travailleurs à leur compte) dans l'île, d'autant plus que le nombre de fonctionnaires lancés dans le privé a été bien inférieur au million annoncé par Raul. D'ailleurs, beaucoup de ces travailleurs indépendants ont fait faillite, assommés d'impôts. Les désabusés sont nombreux.

Ces *cuentapropistas* ne sont pas populaires auprès des autres Cubains, qui les tiennent souvent pour responsables de leurs difficultés. «Où sont nos lampes, nos brosses à dents et nos produits de quincaillerie, ceux que nous achetions en pesos cubanos à bon prix dans les magasins d'État?» demande un Cubain mécontent. Ces produits sont maintenant vendus par les *cuentapropistas* trois fois plus cher qu'auparavant. «C'est la faute à Raul. Fidel était d'une intelligence exceptionnelle. Notre système avait ses défauts, il fonctionnait plus ou moins, mais maintenant j'ai le pire sans le meilleur.»

Ludo Mendès plaisante: «D'aucuns se demandent si cette révolte contre le privé ne serait pas un coup de génie des Castro pour discréditer le capitalisme. Si c'est le cas, c'est une belle réussite!»

Car tous les traits du système communiste sont encore présents. La corruption, la pénurie et les interminables queues, les fréquentes pannes –électricité, transports –, les vols sur le lieu de travail, le marché noir...

« Ce nouveau capitalisme se développe sur les ruines d'un système qui imprègne toujours la société cubaine. Le peuple ressent à peine les réformes. Son quotidien communiste est resté le même... Pour beaucoup, il a empiré ».

Car si les soins médicaux sont toujours gratuits et si le carnet de rationnement (la *libreta*) permet de survivre, les programmes d'assistanat mis en place par Fidel disparaissent peu à peu.

Et qu'en est-il de la dictature politique? A-t-elle été adoucie?

Quelque peu: depuis 2012, les Cubains peuvent quitter librement le pays avec un passeport. Mais là encore, en théorie, car il leur faut un visa du pays où ils veulent se rendre et celui-ci est très difficile à obtenir et très cher.

Le quadrillage policier n'a pas vraiment diminué. Si les téléphones portables se sont multipliés, l'accès à Internet reste extrêmement limité. « Les libertés individuelles ne progressent qu'au compte-gouttes » écrit l'auteur. Quant à l'enthousiasme révolutionnaire, il a singulièrement décliné: le terme « camarade » a disparu, beaucoup de Cubains n'assistent plus aux cérémonies nationales. La jeunesse ne s'intéresse pas à la politique.

Un livre un peu brouillon, pas toujours bien organisé, qui n'a pas dû être relu par un correcteur si l'on en croit les fautes d'orthographe et surtout les centaines de fautes de majuscules (trois ou quatre par page, c'est vraiment trop), mais qui a le mérite d'être vivant, agréable à lire et de nous plonger au cœur de la réalité cubaine.